



## CSE réseau F3 des 16 et 17 octobre 2024

### Compte-rendu de la commission économie et structures du 20 septembre 2024

Présents pour les élus : Danilo Comodi (rapporteur), Bruno Demange, Annette Desprez, Vincent Habran

Pour la direction : Philippe Angot (directeur finances du réseau), Vanessa Fixot-Lucas (DRH, présidente de la commission), Séverine Thirel (coordinatrice RH réseau)

## **Point 1 : la situation budgétaire au 30 juin 2024**

### **Contexte**

France Télévisions est toujours dans l'incertitude pour son financement. Le nouveau gouvernement n'a pas donné d'indication pour l'instant sur le mode de financement qu'il va décider pour 2025. La situation actuelle avec une part de la TVA ne sera plus possible en 2025, sauf à changer la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) d'ici la fin d'année. Cette possibilité sera examinée au Sénat le 23 octobre sur proposition de quatre parlementaires de droite et du centre. Mais ce n'est pas une assurance que ce sera adopté ensuite à l'Assemblée Nationale. Il y a aussi l'hypothèse d'une dérogation spéciale le temps de trouver une nouvelle méthode. Mais le danger de la budgétisation de notre financement n'est pas à écarter. Une ligne sur le budget de l'Etat n'offre aucune garantie, même pas à court terme. Nous serions à la merci d'un raboutage ministériel, au fil des mois.

Pour 2024, il manque déjà de l'argent dans les caisses de FTV. L'Etat n'a pas versé depuis quelques mois une partie du financement qui est soumis au plan d'incitation à la transformation, qui concerne tout l'audiovisuel public. Ça s'élèverait à 45 M€. Philippe Angot précise que FTV a demandé à Bercy si les versements seront assurés, et rattrapés plus tard. Pas de certitudes aujourd'hui... Mais si les sommes manquantes ne sont pas attribuées, ça provoquera un trou dans les comptes d'exploitation de l'année pour FTV. Aux dernières nouvelles, il pourrait manquer 17 M€ de dotation.

Quant au retour du projet de fusion de l'audiovisuel public, Rachida Dati ne l'a pas évoqué depuis son maintien au ministère de la Culture. Il semble mis de côté, mais là aussi, aucune certitude.

Dans le réseau, après un lancement chaotique et conflictuel en 2023, le bilan du premier semestre 2024 permet de voir ce que coûte et consomme le projet Tempo. Même si les éditions du soir n'étaient pas dans leur version finale. Par rapport à l'an dernier, les dépenses sont en nette hausse avec 13,7 M€ de plus qu'en juin 2023. Tout n'est pas lié aux nouvelles éditions ICI mais le renfort en ETP pèse logiquement sur le budget.

Néanmoins, la situation au 30 juin est en économie par rapport au budget prévu. La masse salariale est en retard de 1,5 M€. Un chiffre étonnant après les alertes rouges émises dans plusieurs régions en mars, et la couverture inattendue du 1<sup>er</sup> tour des élections législatives. Les 58 ETP en renfort n'ont pas tous été consommés. Les détails à suivre...

Pour les autres charges, elles sont également en retrait par rapport aux prévisions. Les prix de l'énergie sont redescendus en dessous de leurs niveaux de février 2022, quand a commencé la guerre en Ukraine. Cette baisse n'était pas prévue. Et le recours à la Fabrique est également en dessous des prévisions, notamment à cause de retards à la post-production.

La situation générale au 30 juin présente une économie de charges de 9,2 M€. Avec 241,1 M€ pour une prévision de 250,3 M€ (-3,7%).

Le détail de toutes les charges par région au 30 juin 2024 donne :

Région	prévisionnel juin 24 (M€)	réel juin 24 (M€)	écart (M€)
Auvergne Rhône-Alpes	27,1	26,1	- 1,0
Bourgogne Franche-Comté	16,8	16,4	- 0,4
Bretagne	15,4	15,0	- 0,4
Centre Val-de-Loire	11,0	10,6	- 0,4
Grand-Est	28,5	27,6	- 0,9
Hauts-de-France	18,9	18,2	- 0,8
Paris Ile-de-France	16,6	15,3	- 1,4
Normandie	18,8	17,6	- 1,2
Nouvelle-Aquitaine	34,6	33,6	- 1,0
Occitanie	24,2	23,2	-0,9
Provence-Alpes Côte d'Azur	21,3	20,5	- 0,7
Pays de la Loire	10,9	10,9	+ 0,1
Siège	6,2	6,0	- 0,2
<b>TOTAL</b>	<b>250,3</b>	<b>241,1</b>	<b>- 9,2</b>

En ETP, on atteint **2 940,8 ETP** au 30 juin, en retrait de **11,8 ETP** par rapport à la prévision 2024 qui est de **2952,6 ETP**.

Les recettes publicitaires du réseau sont au niveau attendu, mais largement en dessous de la même période de 2023. C'est l'effet Tempo avec la suppression d'un écran publicitaire et d'une météo entre 19h et 20h.

Coté investissements, des programmes immobiliers, comme à Amiens, Toulouse et Reims, sont en retard sur les prévisions, comme l'installation des régies MOSAR.

Trois nouvelles diffusions de France Bleu ont démarré au 1<sup>er</sup> semestre. Une autre est programmée au 2<sup>nd</sup> semestre.

## Les Dépenses

### La masse salariale réelle au 30 juin

Région	M. salariale Budget 2024	M. salariale réel 2024	Variation en M€	Variation // juin 23
Auvergne Rhône-Alpes	18,6	18,4	-0,2	+ 1,3
Bourgogne Franche-Comté	11,8	11,6	-0,2	+ 0,7
Bretagne	9,0	9,0	/	+ 0,7
Centre Val-de-Loire	6,6	6,5	-0,1	+ 0,4
Grand-Est	20,1	19,7	-0,4	+ 0,8
Hauts-de-France	13,1	13,0	-0,1	+ 0,3
Normandie	12,2	11,8	-0,4	+ 0,9
Nouvelle-Aquitaine	23,9	23,6	-0,4	+ 1,5
Occitanie	17,1	17,1	/	+ 1,1
Paris Ile-de-France	5,8	5,5	-0,2	+ 0,1
PACA	14,5	14,6	+0,1	+ 1,1
Pays de la Loire	7,0	7,0	/	+ 0,7
Siège	3,2	3,5	+ 0,3	+ 0,9
<b>TOTAL</b>	<b>152,6</b>	<b>150,8</b>	<b>- 1,8</b>	<b>+ 10,6</b>

Il y a donc au 30 juin une économie de **0,9 % (-1,5 M€)** sur la masse salariale. En ETP, on atteint **2 940,8 ETP** au 30 juin, en retrait de **11,8 ETP** par rapport à la prévision 2024 qui est de **2952,6 ETP**. Le renfort Tempo de 58,2 ETP n'a donc pas été complètement utilisé. La commission n'a pas le détail en ETP par région au 30 juin. Le coût moyen actuel d'un ETP se situe entre 90.000 et 95.000 €, tout

compris. Et comme chaque année, le directeur financier précise que la consommation d'ETP est plus forte en fin d'année.

Cette économie sur la masse salariale et les ETP a surpris les membres de la commission. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, plusieurs régions avaient convoqué des IP extraordinaires en mars pour alerter les élus sur la situation budgétaire, comme en Nouvelle Aquitaine ou Centre Val de Loire. Ensuite, il y avait lesancements d'OpenMedia qui avaient demandé beaucoup de ressources à cause des formations. Et en fin de semestre, nous avons eu la surprise de devoir couvrir les élections législatives, avec un 1<sup>er</sup> tour le 30 juin et des débats quelques jours avant. Et malgré tout cela, on est dans le vert. Onze régions sur douze sont en économie. Seules PACA et Bretagne sont en léger dépassement de 100.000 €. Le Siège est lui à + 300.000 €.

Le directeur financier émet plusieurs explications pour expliquer ces paradoxes :

- Tout d'abord, une bonne consommation des congés permet de mieux lisser les ETP. Le non-plafonnement du CET cette année permettra aux permanents de prendre moins de congés, et donc d'être moins remplacés. Ça diminue mécaniquement le recours aux non-permanents, donc ça diminue les ETP. Mais pas forcément la masse salariale car il faut provisionner les jours sur les CET.

- Les mesures d'austérité prises en avril et mai par les directions régionales ont permis des économies, notamment une augmentation des mutualisations. Un véritable effet d'aubaine que la direction ne veut pas lâcher. Ça permet de supprimer une douzaine de postes par jour dans l'antenne qui ne diffuse pas. En induisant la non-génération de récups et d'heures du samedi ou dimanche chez les PTA car ces jours mutualisés tombent le week-end et les jours fériés.

Malgré le retour dans le vert, les mutualisations perdureront au 2<sup>nd</sup> semestre, entre Limoges et Poitiers, entre Amiens et Lille, entre Montpellier et Toulouse, entre Antibes et Marseille, entre Besançon et Dijon, entre Grenoble et Lyon. Pour Caen et Rouen, c'est habituel depuis de nombreuses années. Parmi les week-ends les plus « bankables », celui du 8 mai avec quatre jours mutualisés a permis de bien renflouer des caisses.

- Il y a eu aussi des suppressions d'EDR et de pages été, des rediffusions, ou des diffusions de dossiers de la rédaction nationale qui ont engendré moins de contrats CDD.

- Les formateurs régionaux qui ont assuré la mise en place OpenMedia dans plusieurs régions ont finalement sont pris sur le budget de la DRH, et ils ont travaillé plus que prévu sur ces formations. D'où plus de salaires pris par la DRH centrale, et pas sur le réseau. Et pour info, la DRH prend également en charge la masse salariale des reconversions pour que ça ne pèse pas sur les régions.

- Il y a eu aussi des baisses de cotisations patronales qui n'étaient pas attendues. Les arrêts maladie sont en hausse, donc la masse salariale correspondante

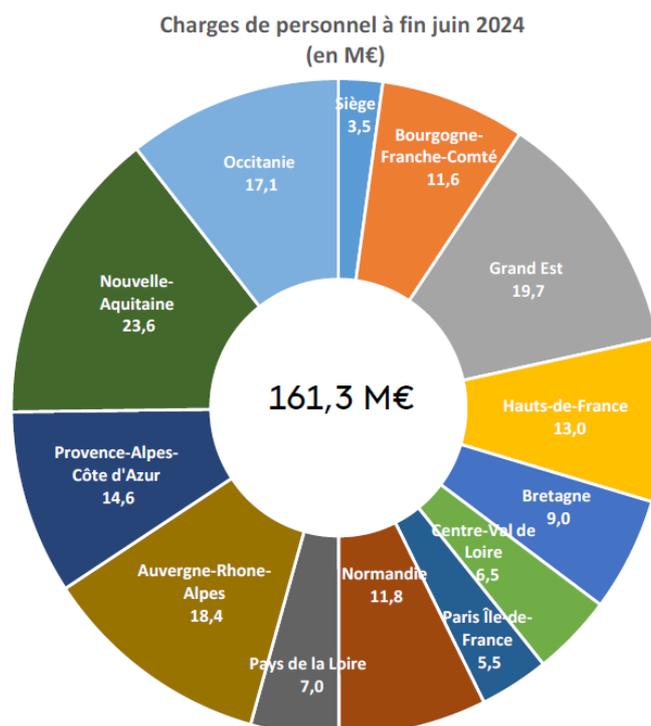
bascule sur les IJ payées par la sécu. Et comme les remplacements par des CDD sont loin d'être systématiques, ça crée une économie de masse salariale.

- Et concernant les élections, le 1<sup>er</sup> tour s'étant déroulé le 30 juin, toutes les compensations de travail du dimanche, de récuaps, et d'heures supplémentaires ont été validées sur la paie de juillet. Donc la bosse des élections n'apparaît pas dans les chiffres du 1<sup>er</sup> semestre. Ces législatives devraient représenter une centaine de jours d'activité en plus par antenne, qui seront donc comptabilisés sur le 2<sup>nd</sup> semestre.

Au final, les mesures de restriction prises dans toutes les antennes s'avèrent donc exagérées. Plusieurs hypothèses pour expliquer cette situation : la surprudence, la frilosité, ou des consignes non-avouées de plan d'économies pour que le réseau rende de l'argent en fin d'année. En fin de réunion, le directeur financier a dit qu'« on doit pouvoir garder ce niveau d'économies jusqu'à la fin de l'année ». Ce qui permettra de réduire le déficit prévu de FTV. Et donc de participer notamment au financement des JO.

Par rapport à la situation de juin 2023, la masse salariale est logiquement supérieure (+7%), à cause des renforts d'ETP liés à la mise en place de Tempo. Cette hausse mécanique est renforcée pour plusieurs autres raisons. Les nouvelles éditions ont généré plus d'heures supplémentaires, et plus de récuaps. Le coût moyen des CDD a augmenté car il y a eu plus d'encadrants non-permanents, notamment chez les red'chefs adjoints. Il faut aussi prendre en compte les grèves contre la réforme des retraites au printemps 2023, qui font augmenter de facto la différence entre les deux semestres.

Ce tableau montre la répartition de la masse salariale par région au 30 juin 2024.



## Dépenses hors personnel

**Ces dépenses s'élèvent à 79,8 M€, en économie de 7,7 M€ (-8,8%) par rapport aux prévisions. Et en hausse de 3,1 M€ (+4,1%) par rapport à juin 2023.**

Une nouvelle fois, le recours aux prestations de la Fabrique est en retard par rapport aux prévisions. Essentiellement pour la vidéo-mobile et la post-production. Pour la vidéo-mobile, des émissions prévues à l'origine ont été annulées, ou faites avec des moyens internes par des régions, comme la couverture du 80<sup>ème</sup> anniversaire du débarquement en Normandie. Et dans d'autres cas, les cars de la Fabrique n'étaient pas disponibles. Seule la région Pays de la Loire est en avance sur les prévisions. Et à cause de l'utilisation des moyens techniques du siège au quotidien, l'antenne de Paris IdF accapare environ un quart des prestations internes.

Pour la post-prod, le début d'année a été conforme aux prévisions, puis il y a eu un coup de mou à partir d'avril. Philippe Angot indique que ça devrait être rattrapé en fin d'année. Mais chaque année, dans les faits, ce retard n'est jamais rattrapé.

Pour 2024, 12.684 jours sont programmés avec la fabrique, dont une grosse partie de post-production (10.717 jours). A noter que le prix des prestations de la Fabrique a augmenté.

Les achats de programmes et la prod externe sont en léger retard par rapport aux prévisions. Mais elles sont légèrement supérieures à 2023. Il y a eu trois nouvelles matinales de France Bleu, Chambéry, Mont de Marsan et Bayonne. La région Nouvelle Aquitaine diffuse maintenant toutes les matinales de sa région, il y en a neuf. Au 2<sup>nd</sup> semestre, Châteauroux est prévu en octobre. La diffusion d'Auxerre est retardée et se fera en 2025.

Jusqu'au 30 juin, une matinale coûtait en moyenne 200.000 € par an. Un prix qui augmente avec la prise d'antenne qui se fait désormais une ½ heure plus tôt, à 6h30. Ça permet à la direction d'afficher une augmentation de temps du programme régional, même s'il n'y a personne devant la télé à cette heure-là.

Les élections législatives ont coûté 200.000 € en cash pour tout le réseau. Essentiellement des frais de mission et des frais de restauration pour les équipes et les invités. Il n'y a pas eu de dépenses pour des sondages, car on n'a pas eu le temps d'en faire. La cellule élections du siège facturera environ 100.000 € sa prestation, notamment pour les habillages, comme à chaque élection. Ce surcoût pourrait être pris en charge par le FIVR (Fonds d'Investissement de la Visibilité des Régions) qui remplace la CAR. Le FIVR, qui dépend de la partie Siège du réseau, sert à financer des programmes récurrents (Nouveaux Nomades, Réseau d'enquêtes...) et aussi des pilotes, des PAE, les frais des JO autres que les salaires.

Les factures d'énergie sont en retrait par rapport aux prévisions. Le boom subi après le début de la guerre en Ukraine est derrière nous. Certains prix sont redescendus plus bas qu'avant février 2022. Ça n'avait pas été anticipé. Les mesures de sobriété portent aussi leurs fruits dans le montant des factures. La

ligne « achats hors programmes » qui contient l'énergie est en retrait de 1,2 M€ au 30 juin. Elle est même plus faible qu'en juin 2023.

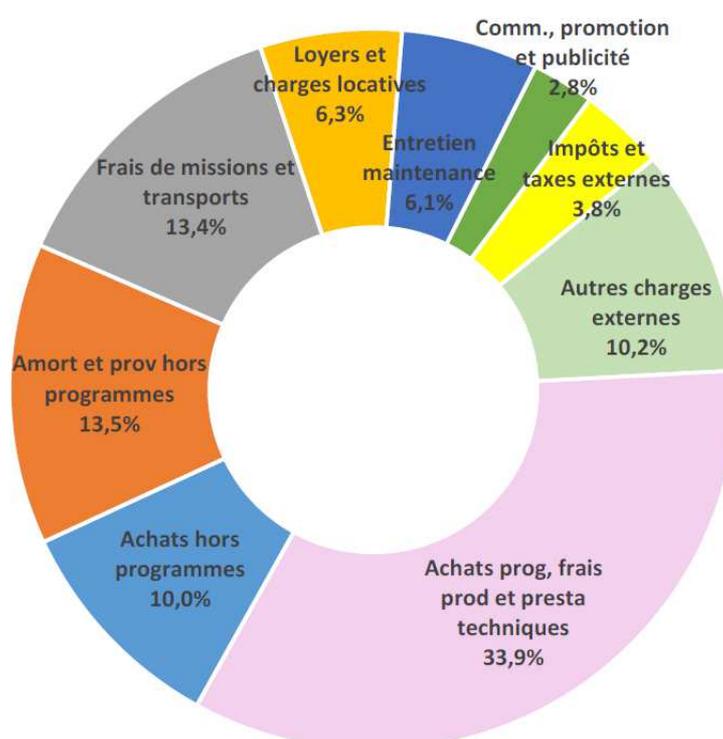
C'est le contraire pour les frais de mission et de transport. La ligne est en débord de 500.000 € sur la prévision. A cause des prix des hôtels qui continuent de grimper, comme ceux des transports. Le directeur financier note que le « défraiement des non-permanents est élevé ». A ce sujet, pas de nouvelles du projet de refonte des indemnités de voyage des CDD que la direction voulait raboter au printemps. Les levées de boucliers dans le réseau lui avaient fait suspendre son projet de réduction drastique de ces dépenses indispensables à nos collègues précaires.

Les amortissements sont en retard car les investissements ont eu du retard. Logique.

Les frais d'entretien sont en retrait par rapport à juin 2023. Les contrats sont en négociation pour une nouvelle période qui démarrera en fin d'année. Ils seront plus chers. Heureusement, car de multiples remontées de l'entretien dans de nombreuses antennes montrent que la propreté dans les sites n'est pas à la hauteur. Il est temps d'arrêter de rogner sur les appels d'offre.

Les autres charges externes sont au même niveau qu'il y a un an à 4,7 M€. Elles comprennent essentiellement le gardiennage dans tous les sites, mais aussi des prestations de maquillage. En effet, dans de trop nombreuses régions perdurent les prestations de maquilleuses, qui ne sont donc pas salariées par FTV, et qui sont des femmes.

#### Détail des charges hors personnel au 30 juin 2024 (hors Fabrique)



Le financement des documentaires est à 4,68 M€ au 30 juin. C'est à peine moins de la moitié de ce qui est prévu sur l'année (8,95 M€). Hauts de France et Grand-Est sont en retard par rapport aux autres régions. Mais toutes devront le rattraper pour respecter les obligations légales.

Coté investissements, nous sommes très en retard au 30 juin sur l'immobilier. Moins de 10% ont été réalisés. **Seulement 0,9 M€ ont été engagés sur les 9,6 M€ prévus.** 5 M€ sont prévus sur l'année pour le déménagement d'Antibes à Nice. La rénovation d'Amiens est en retard. L'étanchéité des terrasses de Caen est maintenant terminée. Les travaux pour les régies de Rennes, Orléans et Nantes se poursuivent. Questionné sur une éventuelle baisse des investissements immobiliers à cause de l'incertitude du financement de l'entreprise, Philippe Angot répond que pour l'instant, il n'y a pas de conséquences.

Les investissements techniques sont plus en phase avec les prévisions. On est à environ 50% en milieu d'année. Quatre régies MOSAR sont au programme de cette année : Nantes, Orléans, Rennes et Toulouse.

Le passage à OpenMedia est effectif dans la majorité des régions. 1,24 M€ sur les 1,55 M€ prévus sur l'année sont déjà engagés au 30 juin. Mais tant que toutes les antennes n'ont pas basculé, il faut maintenir MonaLisa. Ce qui coûte cher en ingénierie. Ajouté à la maintenance d'iMedia qui continue, ça fait 1,2 M€ sur l'année pour le maintien du socle iMedia/MonaLisa. La moitié a été versée au 30 juin.

## Les Recettes

### Publicité et parrainage

Avec la suppression d'un écran publicitaire et d'une météo entre 19 et 20h, la prévision pour 2024 était sérieusement à la baisse. Pour le premier semestre, il y avait 1,5 M€ de moins de prévu par rapport au réalisé de juin 2023. Ce recul est en réalité moins important avec une recette de 4,4 M€. Soit 1 M€ de moins que ce que nous avons fait avant Tempo. L'écran de 20h20 a mieux marché. L'émission « *Aux Jeux Citoyens* » a fait une meilleure audience à l'approche des JO.

C'est surtout le parrainage qui est en recul. Philippe Angot dit que « *ça chute encore plus que ce qu'on imaginait* » pour les parrainages. La diffusion de la « *Météo Climat* » après le JTS n'est pas régionale, donc les sponsors ne sont pas pour le réseau. Encore un manque à gagner.

Il y a des PAE qui sont sponsorisées, mais ça rapporte beaucoup moins car l'audience n'est pas à la hauteur des pages météo.

Depuis la rentrée de septembre, les audiences progressent après 20h avec la bascule du feuilleton « *Un si grand soleil* » sur notre chaîne. Ce qui devrait renforcer l'écran de publicité régionale autorisé après 20h.

Pour rappel, au 30 juin 2019, il y avait 7,2 M€ de recettes publicitaires. **Nous avons perdu 4,5 M€ en cinq ans** pour le semestre.

Les recettes affectées qui ne sont pas des rentrées de cash, mais des échanges avec des partenaires, sont très en dessous des niveaux prévus. Mais comme le précise le directeur financier, il vaut mieux être bon sur le cash.

Pour rappel, le budget 2024 atteint au total 9,4 M€ alors qu'on avait réalisé 12,6 M€. A noter que les écrans durant les JO ne rentraient pas dans les caisses du réseau.

### Les COM régionaux

Grand-Est arrive dans la liste des régions qui ont un COM. Il ne figurait pas dans les prévisions car il n'était pas signé. Ce Contrat d'Objectifs et de Moyens est de 50.000 € sur l'année. 18.000 € ont été versés au 30 juin. C'est un petit COM par rapport à ceux des autres régions qui en ont déjà un : Bretagne, Centre Val-de-Loire et Nouvelle Aquitaine. Les situations de ces trois régions au 30 juin sont disparates. La Bretagne a déjà tout payé pour 2024, soit 0,58 M€.

Parmi les autres régions, PACA n'a pas reçu sa subvention spécifique pour Med in Doc de 179.000 €. Ce n'est toujours pas versé à la fin août. PACA était aussi en négociation avec la région pour un véritable COM, mais pas de nouvelles à ce jour.

En conclusion, ce point d'étape au 30 juin reflète une situation surprenante au niveau de la dépense en ETP et en masse salariale. Les deux sont en retrait par rapport aux prévisions alors qu'on nous annonçait un grave danger au printemps. Des coups de rabot ont réduit, et continuent de réduire les dépenses jusqu'à la fin d'année. La direction semble ne pas vouloir consommer la totalité du renfort des 58 ETP mis à disposition pour Tempo. La réduction du JT Soir à 32 minutes peut être une piste pour y arriver à moyen terme. Si on continue sur cette tendance, qui n'a pas été contredite par la direction, le réseau pourrait rendre des ETP en fin d'année, et des millions d'euros de masse salariale. Une sorte de participation du réseau à « l'effort de guerre » imposé à FTV.